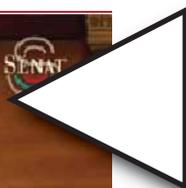


# Communistes

www.PCF.fr

## Nos paysans ont besoin d'une vraie politique de transformation agricole (p. 3)



### Vidéo

**Le travail doit payer. Indexons les salaires sur l'inflation !**

## Hérault : (p. 4) Question d'organisation

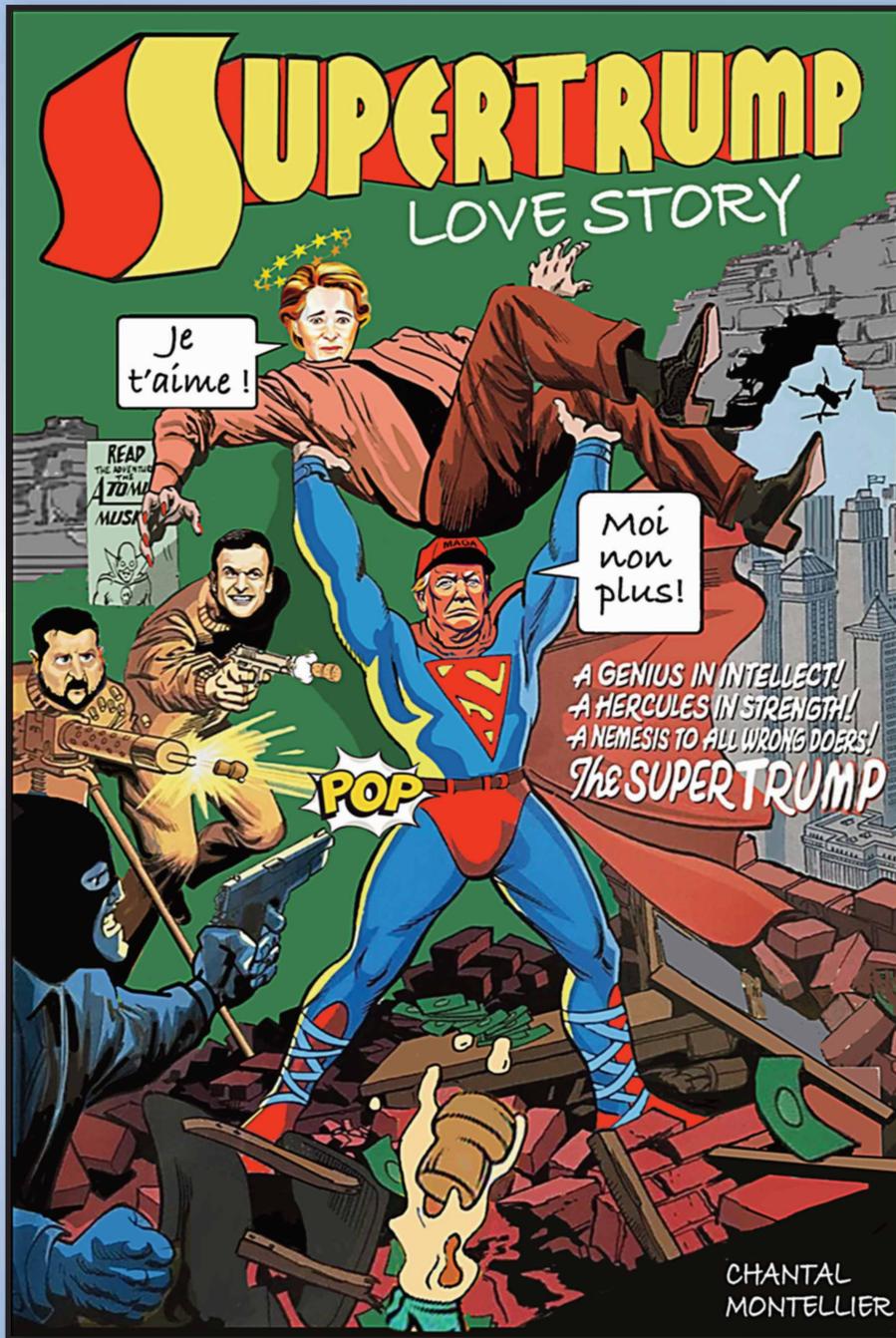
### Selfie

**P**lutôt ratée la virée de Jordan Bardella à Washington. Il participait au congrès mondial de l'extrême droite, organisée par l'ultra réac Conservative Political Action Conférence, la CPAC. Qu'est-ce qu'il en espérait ? Obtenir un selfie avec son nouveau mentor Donald Trump ? Une fois sur place, Bardella se serait rendu compte, dit-il, qu'il était entouré de gens... d'extrême droite, genre Steve Bannon faisant le salut nazi. Un Steve Bannon pourtant invité il n'y a pas si longtemps au congrès du RN. Car Jordan Bardella n'a évidemment rien à voir avec l'extrême droite ! Rien à voir avec tous ces intégristes néo chrétiens, ces nostalgiques de l'ordre moral, ces anti-écologues hystériques... Rien à voir. C'est du moins la légende qu'il tricote, et que reprennent sans vergogne tant de médias. ☹️  
**Gérard Streiff**

**SOUSCRIPTION** (cliquez)

**Je verse : ..... €** « *Donnez au PCF les moyens d'intervenir* »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



## LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < lmons@pcf.fr >

**28 février, à partir de 18h30 :** Dans le cadre de la mobilisation pour le droit au logement pour tous, la liste « La Ciotat Nous Rassemble » et la section La Ciotat co-organisent un débat sur le thème « Airbnb menace-t-il le droit au logement à La Ciotat ? » En présence de Victor Collet, sociologue, Sylvie Vinceneux, responsable nationale de la commission Logement, les conseillers municipaux Karim Ghendouf et Mariann Chrétien. Cercle de La Renaissance, La Ciotat (13)

**1<sup>er</sup> mars, à partir de 9 h :** « Les samedis de l'écologie » en visio en vue de former de futurs formateur·rices pour les stages de base organisés par le secteur formation, tous les 1<sup>er</sup> samedi du mois, organisés par la commission écologie. Inscription pour recevoir le lien à [ecologie@pcf.fr](mailto:ecologie@pcf.fr)

**1<sup>er</sup> mars, à partir de 10 h :** La cellule Chave organise une réunion publique sur les questions de logement : hausses de charges qui touchent les locataires, besoin de logements sociaux ou discriminations qui s'appliquent dans l'accès au logement. En présence d'un membre de la commission logement du PCF13 ainsi que des représentants d'association de locataires. 88 boulevard Chave, Marseille (13005)

**1<sup>er</sup> mars, à partir de 15 h :** Le PCF Villeurbanne organise sa fête de section avec un débat sur le thème de l'éducation comme facteur d'intégration, la participation de Sigrid Gérardin (ex-secrétaire générale du SNUEP-FSU) et Léna Arthaud (professeure des écoles, conseillère métropolitaine). Suivi d'un concert de musique cubaine, DJ, stands associatifs, etc. Centre culturel et de la vie associative, Villeurbanne (69)

**4 mars, à partir de 18h30 :** Fabien Roussel en Sarthe à la rencontre des élu·es, des salarié·es et des syndicalistes de l'industrie automobile. À 18h30, réunion publique au format « Avec vous sans tabous ». Salle Henri-Barbin, Le Mans (72)

**15 mars, à partir de 15 h :** La section de Saintes et la fédération de Charente-Maritime organisent une réunion publique en soutien au peuple palestinien et pour une paix juste et durable garantissant les droits et libertés de tous. Intervenants : Charlotte Blandiot Faride présidente de l'AJFP (Association pour le jumelage entre les villes françaises et les camps palestiniens) ; Sonia Fayman, porte-parole de l'UJFP (Union juive française pour la paix) ; Michel Renaud, président de l'AFPS 17 (Association France Palestine solidarité) ; Audrey Charifi Alaoui, adjointe aux relations et coopérations internationales à la mairie de Mitry-Mory. Salle municipale, Bussac-sur-Charente (17)

**15 mars, à partir de 19 h :** Banquet de la section du Paris : buffet, soirée dansante et tombola. Contact et inscriptions : [pcf.parisis95@gmail.com](mailto:pcf.parisis95@gmail.com) / 06 64 67 77 15 / 06 28 33 30 51. En présence d'Emmanuel Maurel, député de la 3<sup>e</sup> circonscription et Pierre Barros, sénateur du Val-d'Oise. Salle polyvalente, Pierrelaye (95)

**15 mars :** Dans le cadre du festival Le Printemps des droits humains, le journal *Le Travailleur de Lot et Garonne* organise la projection du film documentaire *Manouchian* et ceux de l'Affiche rouge, suivie d'un débat avec Gérard Streiff et l'exposition *Hommage aux Manouchian*. Cinéma Les Montreurs d'Images, Agen (47)

**26 avril :** Le PCF Arlysère organise la Fête du muguet de son journal *Liberté* dans la salle des Fêtes de La Bathie avec réunion politique de 11 h à 12 h suivi d'un apéritif et d'un repas dansant qui regroupe chaque année plus de 150 convives.

## Les rencontres progressistes

Toutes les dates des rencontres progressistes sont à retrouver sur <https://revue-progressistes.org>

**27 février, à partir de 19 h :** *Quel mix énergétique pour avoir de l'énergie en continu ?*, avec Valérie Gonçalves, syndicaliste EDF, membre du CN du PCF, animatrice de la commission Énergie, et Victor Leny, modélisateur du Plan climat 2050. En visio en se connectant à <https://visio.pcf.fr/b/ama-5mz-lof-elr>

## Les initiatives de la fondation Gabriel-Péri

**7 mars, à partir de 10 h :** Journée d'étude Université de Strasbourg - Amphi Bérétz. *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie allemande classique* (2<sup>e</sup> partie de la séance du séminaire GEME), avec Alix Bouffard (Université de Strasbourg, présentation de la journée et du projet de la GEME) ; Alexandre Feron (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) ; Ariel Guillet (Université de Franche-Comté) ; Victor Béguin (École normale supérieure de Paris) ; Jérôme Bord (Institut protestant de théologie de Montpellier) ; Jean Quetier (Université de Strasbourg). Présentiel et visioconférence, un lien vous sera communiqué ultérieurement sur le site : <https://geme.hypotheses.org/>

**14 mars, à partir de 14 h :** *Antifascisme dans l'Entre-deux-guerres*, avec Gabriele Siracusano (Université de Trente) ; Marco Di Maggio (Sapienza Université de Rome) ; Serge Wolikow (professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne). En visio uniquement, inscription :

[https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN\\_elhRjghuSN2v3EgQTAqWHA#/registration](https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_elhRjghuSN2v3EgQTAqWHA#/registration)

**28 mars, à partir de 9h30 :** *Descartes et l'égalité*, avec Delphine Antoine-Mahut (ENS de Lyon) ; Thibaud Barrier (maître de conférences Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) ; Marie-Frédérique Pellegrin (maîtresse de conférences, Université Jean-Moulin Lyon 3) ; Louis Rouquayrol (postdoctorant au CNRS, Maison française d'Oxford) ; Élodie Cassan (maîtresse de conférences Université de Rouen). Organisé par l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, laboratoire HIPHIMO ; la revue *La Pensée* avec le soutien de la Fondation Gabriel-Péri et la participation du Groupe d'études du matérialisme rationnel. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne - Salle Duroselle et visioconférence, inscription : [inscription@gabrielperif.fr](mailto:inscription@gabrielperif.fr)

[https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN\\_ogTA4frUS8-5Oxq6C-GGwg#/registration](https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_ogTA4frUS8-5Oxq6C-GGwg#/registration)

**28 mars, à partir de 14 h :** *À l'encre rouge : un autre sport dans la presse communiste ?*, avec Karen Bretin-Maffiuletti (maîtresse de conférences, Université de Bourgogne) ; Olivier Chovaux (professeur d'histoire contemporaine, Université d'Artois) ; Jean Vigreux (professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne). MSH de Dijon et visioconférence, inscription : [inscription@gabrielperif.fr](mailto:inscription@gabrielperif.fr)

<https://events.teams.microsoft.com/event/0f0e3e03-99d2-445b-89c9-2b6d555153de@2fa58af-7eb1-48b9-9964-a92659d1c5b8>

# Nos paysans ont besoin d'une vraie politique de transformation agricole

L'agriculture française est placée devant un défi majeur : la moitié de ses paysans vont prendre leur retraite dans les dix ans à venir. Toute ambition en matière de souveraineté alimentaire suppose donc d'installer chaque année des dizaines de milliers d'agricultrices et d'agriculteurs, en leur permettant d'abord de vivre décemment de leur travail.

Mais comment répondre à un tel défi, sans s'affranchir du corset libéral qui étouffe nos systèmes agricoles ?

Alors que cette question devrait être au cœur du débat public sur l'avenir de notre agriculture, tout a été fait ces derniers mois pour l'occulter. Ainsi, alors que la mobilisation des agriculteurs depuis un an portait d'abord sur la question de la rémunération et de la pérennité des exploitations, la loi dite « d'orientation agricole », adoptée au forceps juste avant l'ouverture du salon de l'Agriculture, débouche sur une série de reculs, notamment environnementaux, et de mesurottes qui servent avant tout de communication politique et de dérivatifs.

Le texte ignore superbement les politiques structurelles indispensables pour transformer nos systèmes agricoles et créer les protections dont doivent bénéficier nos paysans. Rien sur les freins les plus puissants à l'installation que sont les coûts de reprise des structures et l'accès au foncier agri-

cole. Rien sur la sécurisation du revenu agricole, alors que le besoin de renforcer les outils publics d'intervention sur la construction des prix et leur contrôle face aux secteurs de la transformation et de la grande distribution aurait dû constituer une priorité. Rien sur l'adaptation au changement climatique et faire face aux risques sanitaires, alors que la mise en place d'un régime public d'assurance et de prévention est impérative. Rien non plus sur l'accompagnement de la recherche agronomique et le déploiement de ses acquis au champ, pour progresser collectivement vers des systèmes plus vertueux. Pire encore, ce texte acte une forme de renoncement sur la protection des productions durables en proposant tout simplement d'aligner les normes vers le bas, plutôt que de mettre en œuvre des politiques publiques efficaces face aux importations déloyales !

Vouloir ainsi assurer notre souveraineté alimentaire, sans agir sur les contraintes socio-économiques qui pèsent sur les agriculteurs, relève de la supercherie politique.

D'autant plus lorsque, au plan européen, les politiques libérales poursuivies les protègent de moins en moins. À commencer par la politique commerciale ouverte à tous les vents qu'impose la Commission européenne avec la conclusion de nouveaux accords de libre-échange. Le secteur



agricole y est chaque fois la clé permettant d'obtenir la signature des pays tiers. De la même façon, la nouvelle PAC avec sa renationalisation rampante des soutiens publics portée par les Plans stratégiques nationaux (PSN) ne fait qu'amplifier les mécanismes de concurrence intracommunautaires. L'urgence devrait au contraire être à une grande conférence européenne sur la souveraineté alimentaire posant la refondation d'une politique agricole et alimentaire vraiment commune, et s'imposant aux autres politiques européennes. ✪

**Julien Brugerolles**

député suppléant d'André Chassaigne

# Janvier 2025 : la 4<sup>e</sup> cellule vient de naître, la 5<sup>e</sup> est déjà en route !

La création-recréation de cellules à Béziers est une priorité de l'ensemble des camarades de la section, au même titre que la formation théorique marxiste et l'analyse de la situation internationale avec une grille de lecture globale, capable de fournir une analyse objective des événements internationaux.

En trois ans, avec du travail et de la détermination, nous avons ainsi recréé trois cellules : une cellule d'entreprise, la cellule des cheminots Robert-Auzeby avec 17 adhérents, la cellule Elise-Carbone, une cellule de quartier avec 13 adhérents, et depuis décembre 2024, une autre cellule, la cellule du Centre-Ville Maurice-Verdier, au cœur d'un Quartier prioritaire de la Ville (QPV) de 9 000 habitants.

En janvier 2025, la 4<sup>e</sup> cellule de Béziers, la cellule Faubourg-Ouest, dans un autre QPV, vient de se former avec 10 adhérents, et lors de sa première réunion de lancement, 3 adhésions au PCF ont été réalisées ! De plus, une 5<sup>e</sup> cellule est déjà prévue pour le premier semestre 2025 !

Les sujets abordés dans cette quatrième cellule, en partant du réel et du vécu des adhérents dans un quartier difficile, se sont portés sur les problèmes de logement, de l'éducation et de la vie chère qui frappent durement dans une ville où plus de 20 000 habitants sur 80 000 vivent dans un QPV, avec un grand nombre de familles monoparentales et sous

le seuil de pauvreté à moins de 800 euros par mois. Ce travail régulier et difficile doit nous permettre de réhabiliter la politique au plus près des gens en participant à l'émancipation et à l'enrichissement démocratique de chaque adhérent.e. C'est en cela qu'il est si important, dans un monde en pleine mutation philosophique et technologique, bien au delà des tambouilles politiques ou des faux débats de la période sur les motions de censure ou des gauches irréconciliables !

Ce travail est aussi et surtout une des conditions pour renforcer le Parti communiste et cela paye, avec près de 50 adhésions en moins de trois ans sur le périmètre de notre section, sans compter les adhésions dans les sections PCF des villages situés

dans l'agglomération biterroise.

En ce sens, la feuille de route issue de la Conférence nationale, adoptée à 79 %, enrichie par plus de 1 000 contributions, va dans le bon sens, celui de se donner les moyens de reconstruire une conscience de classe et une mobilisation populaire contre le fascisme et le libéralisme qui sont les deux facettes du capitalisme.

La tâche n'est pas aisée et les défis sont immenses, mais rien n'est impossible si on passe du dire au faire ! La règle étant : dès qu'un camarade se propose d'animer une cellule, elle doit se créer rapidement !

Cela passe d'abord par un retour à une organisation digne de ce nom, avec de véritables objectifs de rajeunissement et de renforcement du Parti communiste français, et ce à tous les niveaux, de la cellule à la fédération.

**Jean-Marc Biau**  
secrétaire de Section



**Communistes**

2, place du Colonel-Fabien -Paris 19<sup>e</sup>  
COMITÉ DE RÉDACTION:  
Igor Zamichiei (directeur),  
Gérald Briant, Amado Lebaube,  
Léna Mons, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: [communistes@pcf.fr](mailto:communistes@pcf.fr)

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

# Il était une fois le colonel Fabien

## Une série historique de Gérard Pellois (épisode 6)

Un tournant s'amorce, l'Allemagne capitule à Stalingrad et en Afrique du Nord où ont débarqué les Alliés. La Résistance s'unifie autour du Conseil national de la Résistance.

De retour à Paris, « Henri » s'est laissé pousser le collier et porte des lunettes noires, il reprend vite contact avec Albert Ouzoulias, commissaire militaire national des FTP. Le 30 novembre 1942, il se rend chez un chirurgien esthétique dans une clinique clandestine pour « arranger » son visage. À 16 h 35, à la station République, la police procède à des interpellations.

Selon les rapports de police, « Henri » voyant le barrage essaie de prendre un autre couloir, mais tout était bouclé. Il tente de s'enfuir, jette sa sacoche, sort un parabellum 9 mm et tire par deux fois, blessant un policier. Arrêté, il est embarqué au commissariat du XIe où il est copieusement tabassé, puis direction les Brigades spéciales (BS) à la Préfecture de police.

Là il est torturé, ses tortionnaires s'ingéniant à réveiller ses blessures de la guerre d'Espagne et celle du « Creux de l'Alouette », il s'évanouit à plusieurs reprises. Il ne révèle rien qui puisse mettre en cause l'organisation et ne répond que sur les attentats qui étaient de son ressort. Il est livré à la Gestapo qui l'interroge et le torture pendant six heures. Il est transféré à la prison du Cherche-Midi, puis à Fresnes, en isolement avec les fers aux pieds et aux mains, il y restera trois mois. Andrée est aussi à Fresnes, arrêtée sur dénonciation d'un des Soviétiques de la compagnie Valmy.

Le 28 janvier 1943, avec Andrée ils sont conduits à la prison de Dijon, avec d'autres FTP francs-comtois, pour clore l'instruction sur les activités en Franche-Comté. Le 1er mars ils sont transférés au fort de Romainville (93), antichambre de la déportation. Il y

retrouve son hébergeur de Clerval, Villeminot. Un seul objectif : s'évader. À la troisième tentative, le 1er juin, il y réussit. Raymonde, l'épouse de son frère Daniel, mourra du typhus à Auschwitz en même temps que Danielle Casanova. Andrée, quant à elle, est déportée à Ravensbrück et revient des camps en 1945.

« Henri » s'appelle « Patrie » et se met à la disposition des FTP en expliquant que touché physiquement et psychologiquement il avait besoin de se retaper. Il est hébergé à Aubervilliers.

« Patrie » est de nouveau envoyé dans l'Est de la France où il s'appelle indifféremment « Albert », « Camille » ou « abbé Grandjean ». Il prend en charge sept départements dont la Haute-Saône où il sera hébergé. Il y retrouvera de temps en temps sa fille Monique, mise à l'abri à Magny-Vernois (70), chez le maire du village, petit industriel gaulliste et bon catholique. Monique ne saura pas que « Camille » est son père et ne le reverra plus.

À la fin de 1943 c'est 1 200 FTP, « légaux » ou « volants » d'organisés dans les départements de l'Est. La Haute-Saône à elle seule compte une bonne dizaine de détachements. La guérilla y est si intense que les Allemands installent des garnisons dans la plupart des villages. Les maquis se sont développés partout en France.

« Camille » quitte la région en décembre 1943. Il sera un temps responsable militaire interrégional des FTP dans le Centre de la France. Puis sur des missions diverses, il est dans l'Oise, l'Aisne, le Pas-de-Calais, le Nord puis en Bretagne en mai 1944. Le débarquement a lieu le 6 juin, « Camille » que l'on va appeler Fabien arrive à Paris à la fin du mois. ❄



Fausse carte d'identité au nom de l'abbé Grandjean

# Les Jeunes Communistes enquêtent sur l'éducation à la vie affective et sexuelle

Le quotidien régional *L'Est Républicain* relate le 23 février l'action des Jeunes Communistes du Doubs. Dans tout le pays, les Jeunes Communistes s'affairent à mener une grande enquête nationale sur l'application des trois séances annuelles obligatoires dans les lycées.

La fédération du Doubs a récemment mené une campagne de sensibilisation sur l'éducation à la vie affective et sexuelle au lycée Pergaud de Besançon. Cette initiative s'inscrit dans le contexte de la mise en place du nouveau

programme national d'éducation à la sexualité, qui doit entrer en vigueur à la rentrée scolaire 2025.

La fédération a réalisé un sondage à la sortie du lycée Pergaud, révélant des lacunes importantes dans la mise en œuvre de l'éducation sexuelle. Selon les résultats de cette enquête, le compte n'y est pas en termes de séances d'éducation à la vie affective et sexuelle dispensées aux lycéens.

« La majorité des élèves déclarent ne pas avoir suivi trois séances d'éducation à la vie affective et



sexuelle comme le prévoit la loi depuis 2001. Plus d'une centaine réclament, dans une pétition, l'application de la réglementation. »

Cette action s'inscrit dans un contexte national où moins de 20 % des élèves au collège bénéficient actuellement de séances d'éducation sexuelle pendant l'année scolaire, malgré l'obligation légale de dispenser trois séances annuelles.

Les Jeunes Communistes soulignent l'importance de cette éducation, pour la santé, le bien-être, tout en promouvant

l'égalité et en luttant contre les discriminations et les violences sexistes et sexuelles.

Cette campagne du MJCF intervient alors que le nouveau programme d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle fait l'objet de nombreuses polémiques et de campagnes de désinformation. Dans d'autres départements et à l'approche de la « Semaine du féminisme » organisée autour du 8 Mars, les Jeunes Communistes continuent à mobiliser les jeunes sur le sujet. ⚡



Soutenons l'Avant-Garde journal des jeunes communistes

bons à envoyer à Avant-Garde  
2 place du Colonel Fabien 75019  
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

## PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

**Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.**

**Je verse :** ..... € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... VILLE .....

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »  
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

# Élections allemandes

## Inquiétant virage à droite



**A**près la rupture de la coalition gouvernementale SPD-Verts-FDP en novembre 2024, le chancelier Scholz a choisi de provoquer des élections anticipées qui ont été fatales aux trois partis de l'ancienne majorité. L'électorat s'est mobilisé avec une participation record depuis la réunification de l'Allemagne pour sanctionner une coalition impopulaire et en proie à de multiples divergences sur la conduite des politiques écono-

mique, sociale, environnementale et même sur l'attitude à adopter face au conflit en Ukraine. Le SPD réalise le score le plus bas de son histoire, les Verts perdent également en audience et le FDP n'atteint pas les 5 % nécessaires pour rester au Bundestag : au total, la coalition sortante perd près de 20 points. Ce rejet massif s'explique par la crise profonde qui affecte le "modèle allemand" fondé sur une industrie exportatrice et une énergie bon marché, alors

que se multiplient les vagues de fermetures d'usine, y compris dans l'automobile, et que le coût de l'énergie explose suite à la fermeture des importations de gaz russe. Les grands thèmes de la campagne ont été le rétablissement économique de l'Allemagne, la guerre en Ukraine et l'immigration. Mais la déroute de la coalition au pouvoir n'a que partiellement profité aux conservateurs néo-libéraux de la CDU/CSU qui n'ont pas atteint leur objec-

Partis	%	Sièges
CDU/CSU	<b>28,52</b> (+ 4,4)	208
AfD Alternative für Deutschland	<b>20,80</b> (+ 10,4)	152
SPD	<b>16,41</b> (- 9,3)	120
GRÜNE (VERTS)	<b>11,61</b> (- 3,1)	85
<b>DIE LINKE</b>	<b>8,77</b> (+ 3,9)	<b>64</b>
SSW (minorité danoise du Schleswig-Holstein)	-----	1
BSW Alliance Sarah Wagenknecht	<b>4,97</b> (+ 4,97)	----
FDP	<b>4,33</b> (- 7,1)	----
autres	<b>4,58</b> (- 3,6)	----

tif de dépasser les 30 %. Certes, la CDU de Friedrich Merz arrive en tête en distançant nettement le SPD, mais c'est surtout l'extrême droite qui engrange les voix en ayant joué à la fois de la crise sociale et du rejet de la classe politique tout en désignant les immigrés comme boucs émissaires et en instrumentalisant les récents attentats fortement médiatisés qui ont eu lieu à Magdebourg, Aschaffenburg et Munich.

L'AfD son score de 2021 et étend ainsi son influence de manière inquiétante, avançant ses idées sans complexe et mettant ainsi la CDU et les autres partis sous pression. Dans ce contexte, le futur chancelier Friedrich Merz (CDU) aura bien du mal à bâtir la coalition gouvernementale stable dont il a besoin pour changer de politique dans un sens ultra-libéral tout respectant dogmes budgétaires, frein constitutionnel à la dette et règles européennes strictes. Dès lors que la CDU a réaffirmé son refus de toute discussion avec l'AfD, les seules coalitions possibles réuniront CDU et SPD (328 députés pour une majorité requise de 316) ou en y ajoutant éventuellement les Verts pour une majorité plus large de 413 députés. Friedrich Merz souhaite pouvoir former un gouvernement avant Pâques (20 avril).

La seule bonne surprise du scrutin vient de Die Linke qui atteint 8,77 % après avoir longtemps stagné à 3,50 % dans les sondages. Elle arrive largement en tête chez les primo-votants et les jeunes électeurs et remporte 6 mandats directs, 4 à Berlin, 1 à Leipzig et 1 à Erfurt-Weimar. Les électeurs de die Linke viennent d'abord de la gauche (surtout des Verts, pour 700 000 d'entre eux, puis du SPD), puis des abstentionnistes (290 000). Ce résultat inattendu est dû à une mobilisation exceptionnelle et à un véritable sursaut sur les thèmes de la justice sociale, de la



paix et du danger de l'extrême droite, notamment après le vote au Bundestag d'une résolution anti-immigrés mêlant les voix de la CDU, de l'AfD, du FDP et de BSW. La campagne de Die Linke a donné lieu à un afflux de jeunes adhérents (23 500 adhésions depuis le 1er janvier, portant le nombre total des adhérents au niveau record de 81 200).

A contrario, après des débuts prometteurs en 2024 aux élections européennes puis régionales de Saxe, Thuringe et Brandebourg, l'Alliance Sarah Wagenknecht (BSW), née d'une rupture avec Die Linke, n'a cessé de perdre en lisibilité politique jusqu'à rater de très peu (4,97 %) son entrée au Bundestag, ce qui va la priver d'une tribune **importante pour son développement.** 🗳️

**Alain Rouy**

commission des Relations internationales du PCF



## Cause commune ouvre le débat sur "classe sociale"

Le précédent dossier de Cause commune, n°41 (novembre-décembre 2024), visait à offrir une photographie des classes sociales en France. Le numéro 42 aborde des aspects plus larges, prend en compte l'histoire, nous place à l'échelle internationale, discute les diverses théories élaborées avant et après Marx, cherche à dégager les enjeux politiques. Au delà de ce dossier, Le grand entretien sur la conférence nationale ainsi que les rubriques habituelles : Poésies, Regard, Chronique européenne, Controverse, Philosophie, Histoire, Féminisme, Sciences, Sondage, Statistique et de nombreuses notes de lecture...